

Semaine du **25 novembre 2024**

## À la une



### **Baromètre d'activités du Commerce de gros : « Un été atone pour le secteur »**

**La CGF a publié cette semaine les résultats du Baromètre d'activité du Commerce de gros**, piloté par l'institut Xerfi Spécific, **pour le 3ème trimestre 2024**, pour l'ensemble du secteur, mais également pour chacune des 5 grandes familles étudiées.

**L'activité du Commerce de gros, en recul lors du premier semestre 2024, se stabilise pour atteindre l'équilibre au troisième trimestre 2024.** La tendance annuelle bascule néanmoins sous le niveau d'équilibre atteignant -0,4%.

**Cette « atonie » masque d'importantes disparités selon les secteurs.**

- Si l'activité bâtiment, qui souffre toujours de la crise du logement neuf, est encore en difficulté ce trimestre (-3,5% en un an), l'activité des pièces détachées automobile ainsi que celle des produits agricoles et alimentaires se sont ressaisies pour dépasser l'équilibre cet été (respectivement +1% et +0,5%).
- La situation pour les produits manufacturés s'aggrave, subissant une chute de -7% de leur chiffre d'affaires.
- Le secteur de la santé conserve sa belle dynamique et affiche une vive progression ce trimestre : +7% en un an.

Les professionnels ne voient pas de réelle amélioration pour la fin de l'année, et **sont toujours un peu plus nombreux à craindre une baisse de leur activité dans les prochains mois qu'à anticiper une reprise.**

Malgré des anticipations maussades, les intentions d'embauche se maintiennent, avec des difficultés de recrutement persistantes pour 68% des professionnels interrogés.

Près de la moitié des professionnels du Commerce de gros s'attendent à ce que les tarifs fournisseurs augmentent.

Une présentation complète des résultats sera proposée lors du Conseil des fédérations le 11 décembre prochain.

Télécharger le communiqué de presse [ICI](#)

[Télécharger les résultats ICI](#)

## INSTITUTIONNEL



### Une semaine de rencontres institutionnelles

La CGF a multiplié les rencontres institutionnelles cette semaine. D'abord sur le PLF actuellement en cours d'examen au Sénat, sur des sujets d'alerte pour les entreprises du commerce de gros, notamment sur la création d'une taxe « verdissement », une mesure pilotée par Bercy. La CGF s'est entretenue à ce sujet avec **Pierre-Elie Bélouard, conseiller Décarbonation au cabinet d'Olga Givernet**, Ministre déléguée chargée de l'énergie, afin de lui exposer les freins opérationnels que les professionnels rencontrent. Concernant le PLFSS, les sujets de la réforme des allègements de charges et de la réforme de l'apprentissage ont été au cœur des échanges, notamment avec **Sandrine Puppini, Conseillère Enseignement professionnel et orientation au cabinet d'Alexandre Portier**, Ministre délégué chargé de la Réussite scolaire et de l'Enseignement professionnel. La CGF continue également de préparer les prochaines échéances législatives en rencontrant des parlementaires, dans la perspective d'un EGAlim 4 début 2025 notamment.

## COMMUNICATION



## Le 53ème numéro du magazine BtoB NEWS est disponible : les JOP 2024 à l'honneur

Ce numéro d'automne titre sur les JOP2024 en rappelant le rôle essentiel qu'ont joué les entreprises du commerce de gros dans leur succès.

A travers les témoignages d'entreprises, de fédérations, d'acteurs publics (DGITM)... la CGF a souhaité rappeler le rôle essentiel des grossistes, qui, grâce à leur mobilisation très en amont et à leurs efforts d'adaptation, ainsi qu'à une efficace concertation public-privé, ont contribué à la réussite des Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Notre dossier revient également sur le bilan économique de l'événement pour la profession.

Également dans votre magazine ce mois-ci :

- Une interview de la Présidente de la NAVSA (Fédération Nationale de Vente et Services Automatiques), Anne Caron, qui revient sur son parcours et les enjeux auxquels sont confrontées les entreprises du secteur ;
  - Un sujet sur la question du handicap au travail, avec les témoignages d'entreprises du commerce de gros particulièrement volontaristes ;
  - Un décryptage, par le cabinet Barthélémy, de la jurisprudence récente sur la question de « l'inaptitude professionnelle » ;
  - Un éclairage sur les questions environnementales et transport, avec la CSRD et la ZTL Paris Centre notamment ;
- ... Et tous les sujets économiques, fiscaux, sociaux, européens...qui font l'actualité du commerce de gros et de la CGF.

La version papier du magazine est cours de routage.

[A feuilleter](#)

[A télécharger](#)



## La CGF communique dans les médias

Retrouvez l'ensemble des communiqués de presse publiés par la CGF sur la page dédiée de son site Internet : [ICI](#)

Dernièrement :

- **28.11.24** : la CGF publie les résultats du **baromètre d'activités du commerce de gros pour le 3e Trimestre 2024**

- **26-11-24 : PLF 2025** : les secteurs du transport routier de marchandises et du commerce de gros refusent de voir leur compétitivité minée par une énième taxe déguisée
- **21-11-24 : Les acteurs de la logistique et du transport de marchandises sont au service de la performance du pays** : France Logistique salue la publication d'une feuille de route par le Gouvernement et appelle à la préservation de la compétitivité du secteur
- **08-11-24 : PLF2025** : Des taxes sur les entrepôts qui mettraient la France hors-jeu de la compétition internationale, entraînant de graves conséquences
- **08-11-24 : Verdissement des flottes automobiles** : la Confédération des Grossistes de France dit non à de nouvelles taxes ou contraintes supplémentaires
- **24-10-2024 : Budget 2025** - la Confédération des Grossistes de France s'oppose à une cohorte de mesures qui briserait la compétitivité des entreprises du commerce de gros
- **23-10-24 : Facturation électronique** - la Confédération des Grossistes de France alerte sur une nouvelle contrainte imposée aux entreprises.

## TRANSPORT & LOGISTIQUE

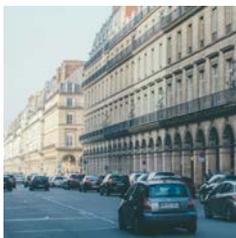


### PLF 2025 : démarche commune contre le projet de taxe « verdissement » des flottes repris par le Sénat

La création d'une « **taxe – sanction** » pour les entreprises privées disposant d'un parc automobile de plus de 100 véhicules qui ne se conforment pas à la trajectoire légale de **verdissement de leur flotte** avait été portée par le député Fugit pendant les débats sur le PLF à l'Assemblée nationale. **La CGF s'était opposée à cette proposition qui avait fini par être retirée de la discussion parlementaire à la demande du gouvernement.**

Le sujet a ressurgi devant le Sénat avec une proposition similaire portée par la sénatrice Christine Lavarde. **La CGF s'est associée par voie de presse à la FNTR, l'OTRE et l'Union TLF pour appeler au rejet de cet amendement qui relève de l'écologie punitive** ; C'est parce que l'écosystème de l'électromobilité dans ses deux dimensions, qui offre des véhicules et capacités d'avitaillement, n'est pas arrivé à maturité, que les entreprises éprouvent des difficultés à respecter la trajectoire de verdissement fixée par la loi. Le 25 novembre, la CGF a développé les mêmes arguments auprès du conseiller décarbonation des énergies fossiles et prix des énergies au cabinet de la ministre, chargée de l'énergie. **L'amendement a finalement été retiré des débats le 27 novembre, mais repris, puis adopté sous une autre forme par le gouvernement, assouplissant le sort des VUL et des loueurs de véhicules.**

[Lire le communiqué de presse commun](#)



## Groupe de travail « commerces et territoires » du Conseil National du Commerce

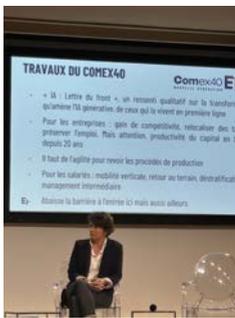
La CGF a participé le 25 novembre au groupe de travail « commerces et territoires » du CNC, animé par Emmanuel Le Roc, délégué général du PROCOS, la fédération du commerce spécialisé.

Cette réunion a donné lieu à des **échanges sur la mise en place de ZFE dans les métropoles**, en présence de Claude Renard, coordinateur interministériel sur les ZFE ; la CGF a salué le fait que les collectivités, dont la Métropole du Grand Paris, commençaient à s'approprier les feuillets pratiques relatifs à la mise en place des ZFE qui ont été élaborés dans le prolongement de la consultation nationale qui s'est tenue en 2023, et a aussi appelé à bien prendre en compte dans les dérogations la situation des collaborateurs de nos entreprises devant utiliser pour leur trajet domicile travail leur véhicule classés Crit'Air 3 sans avoir la possibilité de le changer. Le GT a également établi sa feuille de route pour 2025.



## Héritage des JOP 2024 dans la Métropole du Grand Paris

La MGP a organisé le 26 novembre à la maison de la RATP une séquence consacrée à un **partage de retours d'expérience de la préparation de la logistique du quotidien des JOP 2024** et à une capitalisation de cette expérience LUJOP dans ses dimensions « méthode de gouvernance », « nouvelles pratiques logistiques » et « outils numériques permettant d'accompagner les changements ». Si l'anticipation et le dialogue public/privé au service du réalisme font l'unanimité, plusieurs voix ont alerté sur le fait qu'il fallait se garder d'espérer copier-coller sur d'autres événements ce qui a été fait pour les JOP qui ont bénéficié d'un environnement particulier ; la concentration du pouvoir de police entre les mains de la Préfecture de Police de Paris a fluidifié le dialogue et les flux d'information et la durée de l'évènement a pu justifier la mise en place de nouveaux schémas logistiques pas forcément pérennisables et entraîné des reports de certains flux. **De nouveaux concepts et orientations ont été mis sur la table : la création d'autorités régulatrices/coordinatrices de la logistique urbaine et d'un service public de l'accès à l'information sur les contraintes de circulation.**



## Assemblée permanente du MEDEF : le commerce de gros intègre le Comex40

Sur proposition du Bureau exécutif de la CGF, **Quiterie de Montclos, représentante de la CGF via la fédération FENNTISS, a intégré Comex40 du Medef.** Elle participait cette semaine, aux côtés de la CGF, à l'Assemblée permanente du MEDEF. L'occasion pour le Comex40 de présenter ses travaux « IA : Lettre du front ».

En introduction de l'Assemblée permanente, le Président Patrick Martin est intervenu sur :

- la campagne nationale de mobilisation du Medef dans le cadre des discussions en cours sur le PLF et PLFSS et la nécessaire mobilisation de tous, fédérations et Medef territoriaux, afin de la relayer : « redresser les finances publiques du pays oui mais pas à l'encontre de la croissance et de la compétitivité des entreprises ! ».
- l'importance et le succès de la semaine Ecoles-entreprises.

Garance Pineau, directrice générale du Medef et Fabrice Le Saché, Vice-président du Medef sont revenus sur différents sujets de préoccupations nationaux et européens :

- le rabotage des allègements de charges sociales
- l'augmentation du versement mobilité
- la réforme de l'apprentissage
- les négociations sociales ( ANI seniors, évolution du dialogue social...)
- l'évolution des directives CSRD et CS3D
- la révision de la directive sur les délais de paiement

[Télécharger le compte-rendu de l'Assemblée permanente](#)



## Comité Concurrence du Medef : l'expansion du droit de la concurrence au niveau français et européen

**Le comité concurrence du Medef s'est réuni le 26 novembre** autour de deux temps forts : le premier était consacré aux orientations informelles en matière de développement durable de l'autorité de la concurrence française. Pour expliciter ce nouveau dispositif, **le Medef prévoit la rédaction d'une foire aux questions** inspirée de l'échange du 1er octobre avec Élise Provost, conseiller du Rapporteur général et responsable du réseau développement durable de l'Autorité de la concurrence. **La CGF participera à l'élaboration et à la relecture de ce document.** Puis le second temps a consisté dans l'analyse des différentes prises de paroles de la candidate au poste de commissaire européen de la concurrence, Teresa Ribera, pour déterminer les thématiques de travail à venir. Lutte contre les acquisitions prédatrices et nouvel outil de concurrence (« new competition tool ») ont retenu l'attention des membres du comité concurrence.

## EMPLOI & FORMATION



### **Le commerce de gros vous donne rdv sur le Mondial des Métiers à Lyon**

80 000 visiteurs (collégiens, lycéens, ...) sont attendus cette année encore au **Mondial des métiers, prévu du 5 au 8 décembre à Lyon.**

**L'équipe CGF sera présente au côté des entreprises pour promouvoir les métiers et formations des commerces de gros.**

Retrouvez-nous ainsi que les entreprises adhérentes à l'Union Nationale du Commerce de Gros en Fruits et Légumes (UNCGFL) : Marché de gros Lyon Corbas, Société COFRULY, Groupe A2 MAINS, Bofrost et Sidev sur notre stand.

#### **Informations pratiques :**

- Date : Du jeudi 5 au dimanche 8 décembre
- Adresse : Eurexpo Lyon. Bd de l'Europe, 69680 Chassieu
- Horaires : de 9h à 17h
- Stand AKTO Icestmaplace : C10
- L'inscription au salon est gratuite et obligatoire pour toute personne souhaitant visiter le salon : je m'inscris [ici](#)



### **Formation CGF CAMPUS sur la Convention Collective des Commerces de Gros (CCN 3044)**

Le 26 novembre dernier s'est tenue la dernière formation de l'année portant sur la CCN 3044. Animée par le département social de la CGF, les participants ont eu l'occasion d'échanger et de d'obtenir des réponses concrètes, opérationnelles et pratiques sur les forfaits jours, les classifications et les garanties annuelles. Cette formation a également été l'opportunité d'échanger abondamment sur leurs pratiques d'entreprise. Le catalogue des formations CGF Campus 2025 vous sera communiqué prochainement.

### Avec Malakoff Humanis, assurez votre crédit au meilleur prix !

Découvrez une solution simple et rapide : obtenez votre tarif en quelques clics, souscrivez facilement et bénéficiez d'un accompagnement expert à chaque étape.

Assurez votre crédit au meilleur prix dès aujourd'hui !

Découvrir

malakoff  
humanis

## ENVIRONNEMENT



### CSRD : les grandes entreprises cotées essuient les plâtres

La CGF a participé le 22 novembre à une réunion organisée par le Medef et l'Association Française des Entreprises Privées (AfeP). Rassemblant les grandes entreprises cotées dont les premiers rapports de durabilité sont attendus pour le début de l'année 2025, **cette réunion avait pour objectif de les faire échanger sur les difficultés rencontrées dans l'élaboration du rapport. Et elles sont nombreuses !** En plus des problématiques de compréhension des textes (directive, ordonnance de transposition et normes) en interne, coexistent celles liées aux cabinets d'audit. En effet, ces derniers ayant parfois une autre interprétation des dispositions, les discussions sont nombreuses avec le risque de réserves émises par les auditeurs. Face à toutes ces incertitudes, une seule conviction : la clémence des autorités.



### Financement de la transition environnementale et transformations sociétales

La Direction générale de l'énergie et du climat a organisé mardi 26 novembre **deux tables rondes auxquelles la CGF était présente, afin de débattre de deux enjeux majeurs : le financement de la transition et les transformations sociétales.**

A l'échelle européenne, les états vont devoir tenir compte de leurs dettes publiques et prioriser les choix existentiels à déterminer entre climat, défense, économie ...

A la question « Qui va payer les coûts de la transition écologique ? », les projections tablent sur 25 % pour les citoyens, 25 % de la responsabilité des pouvoirs publics et 50 % à la

charge des entreprises.

**L'enjeu premier est donc d'inscrire la transition écologique sous l'angle de l'acceptabilité et la justice sociale.**

Concernant les véhicules électriques, le poids de l'électrification des ménages est plus de 2 fois supérieur à celui des flottes d'entreprises, d'où notamment la demande d'accélération du taux d'équipement des parcs professionnels. Or, nonobstant le surcoût à l'achat de ces véhicules, leurs capacités opérationnelles ne sont pas forcément adaptées aux multiples usages spécifiques au commerce de gros.

[Voir la contribution CGF / mission flash verdissement des flottes > 100 véhicules](#)

## AFFAIRE ÉCONOMIQUE



### OECP : Les travaux de normalisation des BPU se poursuivent

La 2<sup>nd</sup>e réunion du **groupe de travail sur la normalisation des bordereaux de prix unitaires (BPU)** mené au sein de l'**Observatoire économique de la commande publique (OECP)** s'est réuni ce mercredi 27 novembre à la CGF, copilote des travaux avec la DAJ. Riche en échanges, cette réunion a permis de jeter les premières bases de structuration du BPU et ses annexes, de rappeler les objectifs des travaux et de démarrer la construction du socle commun avec des participants très impliqués et dans une démarche de co-construction.

La prochaine réunion est prévue le 12 mars prochain.



### A venir : un webinar CGF sur les litiges commerciaux

Le prochain webinar CGF dédié aux adhérents se tiendra le **jeudi 5 décembre de 9h à 10h et portera sur la résolution des litiges commerciaux.**

Animé par le pôle Affaires économiques et fiscales de la CGF, ce webinar pratique vous présentera les différents modes de résolution des litiges commerciaux.

## FISCALITÉ



## Webinaire organisé par l'AIFE sur la facturation électronique

La CGF a participé le 22 novembre dernier à un webinaire organisé par l'AIFE (Agence pour l'informatique financière de l'Etat) qui a permis de faire un **point complet sur la réforme de la facturation électronique et les dernières évolutions**.

Il a été confirmé que le portail public de facturation ne permettra plus ni l'émission, ni la réception des factures électroniques.

Les entreprises devront donc passer obligatoirement par des **plateformes de dématérialisation privées (PDP)** immatriculées par l'administration fiscale.

Le calendrier des travaux à venir a été rappelé.

**Des travaux auront lieu début 2025 à Bercy, auxquels la CGF participera, pour fournir aux entreprises des éléments utiles à leur choix de PDP.**

## SOCIAL



## Retour sur le Webinaire CGF portant sur la clause de non-concurrence

Dans le cadre du cycle de webinaires organisés tous les jeudis par la CGF, le département social de la CGF, a pu présenter à la trentaine d'inscrits le jeudi 28 novembre les conditions de validité et de mise en oeuvre de la clause de non-concurrence, avec un focus sur l'exercice du droit à renonciation par l'employeur et les modalités de versement de l'indemnité de non-concurrence.

## PARTENAIRES



## AG2R LA MONDIALE : Des services prévoyance qui vous font gagner du temps

**Restez concentré sur l'activité de votre entreprise/organisation plutôt que sur les démarches administratives !**

Notre partenaire AG2R LA MONDIALE met à votre disposition de nombreux services en ligne pour vous faire gagner du temps et faciliter vos démarches administratives.

Avec votre offre prévoyance collective AG2R LA MONDIALE, vous bénéficiez de services en ligne sécurisés et accessibles 24h sur 24 et 7j sur 7 depuis votre espace client :

- **Consultez et suivez les règlements des indemnités journalières de vos salariés**

Votre espace client vous permet désormais de suivre le paiement des prestations prévoyance de vos salariés en arrêt de travail et d'exporter les règlements au format Excel. **Grâce au service Prest'IJ, vous bénéficiez d'une démarche simplifiée avec la transmission automatisée des décomptes d'Indemnités Journalières de la Sécurité sociale et d'un paiement plus rapide de vos dossiers arrêt de travail à compter du paiement par la Sécurité sociale.**

- **Faites vos demandes de prestations en ligne**

Vous avez un contrat prévoyance sur le risque **incapacité** ?

A partir de votre espace client, vous pouvez réaliser vos demandes de prestations en cas d'arrêt de travail de vos salariés, à distance en envoyant vos justificatifs de façon simple et sécurisée.

Vous avez un contrat prévoyance sur le risque **décès** ?

Effectuez vos demandes de prestations en cas de décès de vos salariés, via le formulaire en ligne disponible au sein de votre espace client. Ces prestations seront versées aux bénéficiaires désignés par votre salarié.

Vous avez un contrat prévoyance sur le risque **invalidité** ?

Vous pouvez, de la même façon, demander les prestations invalidité pour un salarié en cas d'accident ou de maladie non professionnelle. Celui-ci percevra une rente permettant de compenser la perte de revenu.

- **Un service pour vos salariés : la désignation de bénéficiaires.**

Ce service en ligne permet à vos salariés couverts par une garantie décès de désigner de nouveaux bénéficiaires, à la suite d'un changement de situation familiale par exemple. Les informations sont saisies et enregistrées de façon confidentielle et sécurisée dans un formulaire signé électroniquement. Pensez à leur communiquer votre numéro de contrat prévoyance.

**Retrouvez le détail de vos garanties prévoyance sur l'espace dédié aux salariés du secteur commerce de gros**

J'accède à tous mes services en ligne



### **L'expertise d'ISTEEL pour faire face aux enjeux du secteur**

Les formations proposées sont destinées aux managers opérationnels ou fonctionnels ainsi qu'aux dirigeants. Elles visent à donner les clés managériales pour accompagner la conduite du changement, la stratégie de l'entreprise, la gestion des ressources mais aussi organiser la production.

### Des thématiques variées et personnalisables

Les équipes pédagogiques ISTEELI et AFTRAL ou des consultants spécialisés, tous proches du terrain, apportent leur expertise dans les domaines professionnels suivants :

- management et gestion
- exploitation transport
- management des opérations logistiques
- qualité, sécurité et environnement
- développement commercial
- réglementation transport

Retrouvez toutes les formations disponibles sur le catalogue.

Aucune des formations proposées ne répond à votre besoin ? Des formations sur mesure peuvent être mises en place. Un consultant ISTEELI Expertise vous conseillera au mieux pour construire avec vous un programme de formation dédié.

### Des formations modulables

L'organisation de la formation est flexible :

- en présentiel : en inter près de chez vous ou en intra dans vos locaux
- en distanciel
- ou en hybride

Pour en savoir plus sur nos formations et consulter notre catalogue, cliquez sur le lien suivant : [ISTEELI Expertise - ISTEELI](#)

## LA VIE DES FÉDÉS



### Le Comident célèbre ses 50 ans

La CGF était présente au **50ème anniversaire du Comident**, célébré à l'occasion du Congrès ADF 2024 au Palais des Congrès à Paris le 28 novembre. **Le Comident, présidé par Olivier Lafarge**, et dirigé par **David Castillo, délégué général, fédère les entreprises du secteur bucco-dentaire et représente plus de 160 TPE, PME et ETI spécialisés dans la fabrication et la distribution des matériels et matériaux dentaires qui réalisent environ 85 % du chiffre d'affaires total en France.**

L'après-midi, une table-ronde sur le thème « Comment réduire son empreinte carbone ? Le secteur dentaire s'engage ! » a permis à l'équipe du Comident de partager les **3 chantiers sur lesquels elle travaille** pour les fabricants et distributeurs de matériels dentaires : **l'implication dans la trajectoire nationale bas carbone** avec le Comité Stratégique de Filière Santé, **la réduction et la digitalisation des supports papiers** à l'aide d'une charte de bonnes pratiques, et enfin **la rationalisation des commandes de consommables** avec

l'objectif d'élaborer une charte sectorielle pour une gestion plus responsable des commandes de produits dans les cabinets dentaires.  
La journée s'est conclue par un moment de convivialité sur le stand du Comident.

<https://www.comident.fr/>

## L'agenda CGF

 Le 2.12.2024

**CPNEFP de la CCN 3044 des commerces de gros**

 Paris (75)

 Le 3.12.2024

**RDV au Cabinet de Françoise Gatel, ministre déléguée chargée de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat**

 Paris (75)

 Le 3.12.2024

**Comité Economie circulaire du Medef**

 Paris (75)

 Le 3.12.2024

**Commission transverse AKTO PDC moins de 50 salariés**

 Paris (75)

 Du 4.12.2024

**Comité Droit et Commande publique du Medef**

 Paris (75)

 Le 4.12.2024

**Commission paritaire de la branche des commerces de gros (3044)**

 Paris (75)

 Le 5.12.2024

**Conseil d'administration de France Logistique**

 Le 5.12.2024

 Paris (75)

**Rencontre Nationale du  
Programme InTerLUD+**

 Paris (75)

 Le 5.12.2024

**Commission affaires  
économiques CGF**

 Paris (75)

 Le 5.12.2024

**Commission transverse  
AKTO ADEA (Alternance,  
Demandeurs d'emploi et  
Attractivité)**

 Paris (75)

**Retrouvez-nous sur  
les réseaux sociaux**



**CGF**  
Confédération des  
Grossistes de France



Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 Janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous directement à [cgf@cgf-grossistes.fr](mailto:cgf@cgf-grossistes.fr).